



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Agence nationale de la sécurité des
systèmes d'information

Le Directeur général

Paris, le 25/06/2026
N° 3138 /ANSSI/SDE/NP

DÉCISION DE CERTIFICATION
D'UN SERVICE

FRANCE IDENTITE

MINISTERE DE L'INTERIEUR
RCS 110 014 016

Place Beauvau
75008 PARIS
FRANCE

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

- VU le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;
- VU le règlement d'exécution (UE) 2015/1502 de la Commission du 8 septembre 2015 fixant les spécifications techniques et procédures minimales relatives aux niveaux de garantie des moyens d'identification électronique visés à l'article 8, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 910/2014 ;
- VU l'Article L.102 du Codes des postes et des communications électroniques (CPCE) ;

- VU le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005, modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment ses articles 1^{er} et 3 ;
- VU le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009, modifié, portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1^{er} ;
- VU le décret du 4 janvier 2023 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. STRUBEL (Vincent) ;
- VU le décret n° 2022-1004 du 15 juillet 2022 fixant les modalités de certification de moyens d'identification électronique ainsi que le cahier des charges permettant d'établir la présomption de fiabilité de ces moyens ;
- VU le processus de certification d'un service, version en vigueur ;
- VU le référentiel d'exigences de sécurité pour les moyens d'identification électronique, version en vigueur ;
- VU le dossier de demande de certification ;
- VU le(s) rapport(s) d'évaluation de la conformité du service aux exigences applicables aux moyens d'identification électronique,

DÉCIDE :

- Art. 1^{er} – Le moyen d'identification électronique portant le nom « FRANCE IDENTITE », ci-après désigné « le moyen d'identification électronique », fourni par le MINISTERE DE L'INTERIEUR, ci-après désigné « le fournisseur » respecte les règles du référentiel d'exigences et est certifié, sous réserve du respect des conditions d'utilisation énoncées en annexe.
- Art. 2 – Le moyen d'identification électronique satisfait les exigences de l'alinéa 2 de l'article 8 du règlement (UE) n° 910/2014 susmentionné pour le niveau de garantie élevé, sous réserve du respect des conditions d'utilisation énoncées en annexe.
- Art. 3 – La présente décision est conditionnée au respect par le fournisseur des engagements relatifs au processus de certification d'un service.
- Art. 4 – La présente décision est valable jusqu'au 15 octobre 2026.

26/6/2026 | 13:50 CEST

 Vincent Strubel

Annexe

Conditions et limites de la certification

Condition(s)

La décision de certification est valide sous réserve du respect des conditions énoncées ci-après.

Lors de la mise en œuvre du produit, l'autorité d'emploi doit s'assurer que :

- C1. Les utilisateurs s'authentifient sur leur terminal mobile avec une version qualifiée par l'ANSSI au niveau élémentaire du produit « France IDENTITE » en version ANDROID ou IOS, et utilisée conformément aux conditions d'utilisation figurant dans la décision de qualification dudit produit.